

*Marché à procédure adaptée de travaux*

*Reprofilage des berges du Lac de st André (Les Marches 73)*

## ***REGLEMENT DE LA CONSULTATION***

## 1 – Date limite de remise des offres :

Les offres devront être déposées ou envoyées avant **le lundi 04 septembre 2017 à 12 h.**

## 2 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

### ***Pièces de la candidature***

Les candidats doivent utiliser les formulaires **DC1 (lettre de candidature)** et **DC2 (déclaration du candidat)** pour présenter leur candidature.

Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous, mais transmis en pièces jointe :

Les renseignements concernant **la situation juridique de l'entreprise tels que prévus par l'ordonnance N°2015 – 899 du 23 juillet 2015 – Art 102** :

- **Condamnation définitive** : - ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts et aux articles L.2339-2 à L.2339-4, L.2339-9, L.2339-11-1 à L.2339-11-3 du code de la défense, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ; -ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal;
- **Lutte contre le travail illégal** : - ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8231-1, L.8241-1, L.8251-1 et L.8251-2 du code du travail, pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne; - pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L.8272-4, R.8272-10 et R.8272-11 du code du travail,
- **Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés** : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédent celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés;
- **Liquidation judiciaire** : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L.640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L.653-1 à L.653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger;
- **Redressement judiciaire** : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L.631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre.
- **Situation fiscale et sociale** : avoir, au 31 décembre de l'année précédent celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- **que les renseignements fournis dans le formulaire DC2, et ses annexes, sont exacts.**

Les renseignements concernant **la capacité économique et financière de l'entreprise tels que l'ordonnance N°2015 – 899 du 23 juillet 2015 – Art 102** :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

Les renseignements concernant **les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus dans l'ordonnance N°2015 – 899 du 23 juillet 2015 – Art 102** :

- Liste des principales prestations similaires effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le nom et les coordonnées du maître d'ouvrage, l'année de réalisation, la description précise des prestations réalisées et le montant du projet.

Les candidats se présentent sous la forme d'une équipe pluridisciplinaire dotée des compétences nécessaires à la réalisation de travaux dans les domaines suivants :

- *Travaux dans ou aux abords des écosystèmes aquatiques,*
- *Restauration de cours d'eau à l'aide de techniques végétales,*
- *Réalisation de plantations et semis de prairie*

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**NOTA :** Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

#### **Pièces de l'offre :**

Un projet de marché comprenant :

- Le contrat, complété daté et signé,
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), daté et signé,
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) complétée, datée et signée,
- Le bordereau des prix unitaires,
- La proposition technique et financière détaillée fournie par le candidat,
- Tout document que le candidat jugera utile à la compréhension de son offre (annexes de sous-traitances si nécessaires...).

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

### **3 - Critères de jugement des offres**

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
Valeur technique de l'offre *	55 %
Prix des prestations **	45 %

#### Système de notation :

\* Le critère « Valeur technique de l'offre » sera jugé à l'appui d'un mémoire technique comportant les éléments d'appréciation suivants :

- démarche et méthodologie proposées (5 points)
- moyens et garanties pour respecter le calendrier proposé de cette opération (1 point)
- moyens humains et matériels mis en œuvre pour exécuter les prestations (références similaires, composition de l'organigramme, compétences de chacun des membres (fournir les CV, tâches affectées), temps affecté par ressource et pour chaque phase de la mission... (4 points)

Pour ce critère, le candidat obtiendra une note technique initiale sur 10.

Ensuite, la note du candidat sera pondérée au vu de la formule suivante :

*Note technique pondérée = 10 X note technique du candidat / note technique initiale du mieux disant.*

Le candidat obtiendra donc une note technique pondérée sur 10 et qui sera ensuite affectée du coefficient correspondant (55 %) pour donner la note technique finale.

\*\* La note du critère « Prix des prestations » sera jugé à l'appui de la décomposition de prix global et forfaitaire (D.P.G.F.).

Il sera appliqué la formule suivante :

*Note = 10 x montant de l'offre (TTC) la moins-disante / montant (TTC) de l'offre du candidat*

Le candidat obtiendra donc une note sur 10 et sera ensuite affectée du coefficient correspondant (45 %) afin de lui donner une note financière finale.

***La note finale sera la somme de la note technique finale et de la note financière finale. L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle obtenant le meilleur classement (note finale la plus élevée).***

**Le représentant du pouvoir adjudicateur engagera une négociation avec les candidats classés en première et deuxième position.**

#### **4 - Conditions d'envoi des plis**

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :

***Marché à procédure adaptée de travaux  
Reprofilage des berges du Lac de st André (Les Marches 73)***

**NE PAS OUVRIR**

Ce pli doit contenir dans une seule enveloppe, les pièces définies dans le présent document et devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

Conservatoire d'Espaces naturels de Savoie  
Le Prieuré – BP51

73 372 LE BOURGET DU LAC

**du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00**

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu, il sera renvoyé à son auteur.

Aucune transmission électronique des offres n'est autorisée pour cette consultation.

### ***Renseignements / Informations***

Pour obtenir des renseignements d'ordre technique :

Alban Culat

Conservatoire d'Espaces naturels de Savoie

Le Prieuré – BP51

73 372 LE BOURGET DU LAC

Tel : 04.79.44.44.49

Fax : 04.79.25.32.26

E-mail : [m.pienne@cen-savoie.org](mailto:m.pienne@cen-savoie.org) et [a.culat@cen-savoie.org](mailto:a.culat@cen-savoie.org)

Pour obtenir des renseignements d'ordre administratif :

Marianne La Loggia

Conservatoire d'Espaces naturels de Savoie

Le Prieuré – BP51

73 372 LE BOURGET DU LAC

Tel : 04.79.44.44.42

Fax : 04.79.25.32.26

E-mail : [m.laloggia@cen-savoie.org](mailto:m.laloggia@cen-savoie.org)

Informations :

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Par principe, le DCE est transmis par voie électronique mais il peut être transmis par voie postale sur demande du candidat.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.